



Juin 2026
-Apériodique-

mauvaissang.noblogs.org

mauvais-sang@riseup.net

**Dear inner cop
- dear comrades**

**On n'arrête pas
le progrès**

**Volontés
d'impuissance**

**Cachez cette misère
que je ne saurais voir !**



**Comment se défendre
face à l'auto-défense numérique ?**

Édito

Depuis janvier 2026, en Allemagne, un nouveau service militaire a été mis en place, reposant dans un premier temps sur la base du volontariat. Les jeunes hommes entre 17 et 45 ans doivent demander une autorisation auprès de l'armée s'ils souhaitent quitter le territoire plus de trois mois... Le même futur semble se dessiner en France, et dans tous les pays d'Europe ! Les armées veulent grossir leur rang et cherchent de la main d'œuvre. Depuis décembre, des lycéens descendent dans les rues de différentes villes d'Allemagne pour se révolter contre la propagande de guerre, faisant la grève pour lutter contre la militarisation. En France, dans la nuit du 6 au 7 avril, près de Bourges, un réseau électrique à proximité de plusieurs usines d'armement a été incendié. Une banderole « Actions contre la guerre » a été retrouvé sur le lieu attaqué et un texte de revendication a été publié. Que ces attaques contre la marche du monde qui veut tous nous transformer en petits soldats s'intensifient et se répandent comme une traînée de poudre !

Le regain de patriotisme, et les discours entourant la souveraineté nationale fleurissent partout. À ce propos, la gauche n'est pas en reste, elle semble plutôt y faire son beurre en prévoyance des élections, comme tous les autres partis. Leurs guerres ne seront jamais « justes », y compris celles de la démocratie contre la dictature. Leurs guerres enrichissent les patrons et profitent aux industries et commerces de l'armement, comme elles profitent aux États, y compris ceux qui évoquent la simple défense nationale.

Les États (et une partie de leur population) semblent se replier sur la peur de l'altérité, la peur de l'ennemi, la peur de l'étranger. Le pacte pour la migration et l'asile, entré en application ce 12 juin 2026 est un symptôme d'un renforcement de l'UE, de sa police, de ses armées, de sa gestion : les frontières se durcissent, et la guerre contre les indésirables, ceux qui n'ont pas les bons papiers, prend un nouvel essor, dans un contexte de répression et de peur de l'autre.

Alors que la nouvelle réforme du RSA a été appliquée depuis 2026, et impose déjà un suivi renforcé des allocataires, qui vire

parfois carrément aux harcèlements, à Brest, le 15 juin 2026 a eu lieu une manifestation contre ces contrôles qui n'ont pour seul but que de diminuer le nombre des allocataires et foutre tout le monde au taf. L'armée, comme le travail, marchent main dans la main, vers un monde plus sécurisé, plus rationalisé, plus vide...

Car il n'y a bien qu'une guerre : celle des riches contre les pauvres, celle des patrons contre les exploités, celle de la mort contre la liberté.

Nous ne voulons pas lutter pour protéger notre État et ses frontières ! Nous voulons lutter contre l'État et ses frontières, et contre tous ceux qui les maintiennent en vie et les renforcent !

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

Des enfants bâtards de l'anarchisme et du communisme.

Dear inner cop – dear comrades

« On arrête hier un voleur qui, pris en flagrant délit, dit effrontément aux gardes nationaux qui le conduisaient au poste : – Dame ! Je croyais qu'il n'avait plus de commissaire de police. – Au contraire, lui répond un de ses gardiens, il n'y en a jamais eu tant : nous sommes tous des commissaires de police depuis qu'il n'y en a plus. »¹

Le citoyenisme fait peau neuve en ces temps troublés, grâce au désir général de sécurité, de communauté, d'intégration et d'identité. Dans le métro, on peut voir des campagnes publicitaires qui exhortent à la participation individuelle dans le bon déroulement de la vigilance généralisée, avec des slogans comme : « Pour arrêter un agresseur il faut du courage, mais surtout un téléphone » (avec un flic au bout du fil) ; « Faire taire les insultes, sans prononcer un mot » (puisque tout sera mentionné dans un procès verbal) ; « Vous n'avez pas de ceinture noire de karaté, mais vous avez un pouce » (et deux ou trois matraques télescopiques prêtes à bondir). Sous couvert de la lutte contre le harcèlement sexuel dans les transports, l'État fait passer toutes ces incitations à la délation et à la vigilance citoyenne générale qui visera beaucoup plus en particulier les fraudeurs, les pickpockets, et les trainards des stations. Incitation on ne peut plus claire à se faire le relais de l'autorité policière pour garantir la sécurité individuelle et l'ordre. La délation, et son corollaire

qu'est l'impuissance, invitent les flics à s'insinuer jusque dans le détail de nos vies. Chacun surveille chacun, mêmes les « attitudes suspectes » dans les transports en commun sont présentées comme un motif sérieux pour appeler les condés.

À l'école, ce n'est plus mal vu de solliciter l'autorité du professeur ou du personnel pour régler les conflits entre élèves, ou même de participer à la répression des éléments perturbateurs en balançant son camarade. Cette poucaverie est incitée et valorisée, dénigrant aux élèves la possibilité de régler leurs affaires ou d'élaborer leur rapport à l'autorité de manière autonome et responsable. On regretterait presque cette hantise de la délation propre à l'esprit social post Seconde Guerre Mondiale. Collaborer avec les autorités compétentes est vraisemblablement devenue la marche à suivre pour s'émanciper.

Au-delà de la délation, l'implication de chacun dans le maintien de l'ordre peut aller chez certains jusque dans le fait de se sentir investi des missions de la police à la place de la police. La chasse aux pickpockets jouit ainsi d'une certaine popularité ces derniers temps, et ce dans plusieurs métropoles à travers le monde. Elle est mise en scène, enregistrée et diffusée sur Youtube comme un divertissement gaguesque et viriliste. Ces justiciers du dimanche aspirent à s'improviser flic pour se lancer dans la chasse aux voleurs, pickpockets et aux escrocs. Le but est d'assurer une meilleure sécurité, que ce soit pour le porte-monnaie de touristes naïfs ou pour le chaland lambda, en humiliant publiquement, en agressant, ou même en dénonçant ces indésirables aux autorités. Toutes formes de techniques sont utilisées, allant de l'alerte publique à l'organisation de bagarre de rues, en passant par du spray de peinture rouge pour marquer l'individu aux yeux de la vindicte populaire et même du spray puant, reléguant ainsi l'individu marqué à l'état d'indésirable, de rat invité à repartir dans son trou. Ces *vigilantes*² utilisent la transgression de la loi, des normes sociales et des valeurs morales, pour exciter l'indignation et le judiciarisme qui sont de puissants ferments communautaires. Après tout, rien de tel qu'un lynchage public et populaire pour souder des liens ! Les flics peuvent être tranquilles avec un monde pareil.

Au fond, ce problème est celui de ces honnêtes gens prêts à faire étalage de leur vertu pour apporter sécurité,

justice et ordre à leurs concitoyens, compatriotes, confrères et consœurs, et qui sont tous des gendarmes en herbe. C'est l'absence initiale de contrôle qui est une forme réelle de bienveillance. Avec l'aspiration à la sécurité communautaire, la camaraderie est aujourd'hui remplacée par la communion et la confiance par l'alliance. Cette alliance n'est plus accordée par principe comme postulat nécessaire à l'émancipation et à la perpétuation de la lutte, mais comme contrepartie obtenue sous condition de se conformer et de se soumettre à l'identité et aux valeurs de l'entre-soi. La « confiance » devient alors le résultat d'un marchandage, accordé par les uns envers les autres en échange de leur soumission réciproque à une vérification rigoureuse. Cette alliance est une sanction positive obtenue par le contrôle moral de tous sur tous, portant le nom hypocrite de « bienveillance » et de « soutien », alors qu'il ne s'agit que de surveillance et d'esprit de corps, où chacun est en réalité extrêmement vulnérable.

Ce serait un raisonnement simpliste et démagogique de dire que ce citoyenisme ne peut qu'être une velléité propre à l'extrême droite, voire même due à cette fameuse « fascination » de la société. La formation de la Garde Nationale de 1790, sa résurrection en 1830, et la résurgence du civisme républicain en 1848 sont toutes des occurrences historiques d'initiatives de gauche qui tentent de « faire peuple » autour de nouvelles valeurs progressistes, voire révolutionnaires. En temps de crise et d'incertitude, les gauchistes n'hésitent pas à former des communautés d'honnêtes femmes et hommes ayant pour objectif la défense de leurs intérêts face à la vile racaille qui prolifère à l'ombre des renversements sociaux. Il y a toujours de bonnes raisons de former des milices, des patrouilles et des comités de salut public. S'il y a certainement des motifs racistes et xénophobes qui motivent les chasseurs de pickpockets dans les différentes capitales du monde, cette traque des indésirables est portée également par la gauche, qui la justifie cependant par une autre morale, une autre norme. Après tout, ces vils faquins pourraient bien voler le porte-monnaie des honnêtes prolétaires qui vivent humblement de la vente de leur force de travail, et ça, franchement, ça se fait pas. Au pilori ! De tous bords, la démocratie traque inlassablement la mauvaise herbe, en usant tour à tour de motifs différents, mais qui résultent tous dans des relations sociales gestantes de logiques policières. « Républicains, soyez dignes de ce nom !



1 Journal des Villes et des Campagnes, 6 mars 1848.

2 On parle de « vigilantisme », un terme qui vient des pays anglo-saxons, ce qui a l'avantage contrairement au terme « citoyenisme » de resserrer la focale sur la pratique du maintien de l'ordre par des personnes n'ayant légalement pas le droit de le faire.

Sachez vous garder vous-mêmes ».

Plus généralement, si dans les manifs et sur insta, on entend ou on lit souvent des « ACAB » et des critiques de l'institution policière, la critique des logiques policières de fond est en revanche généralement oubliée. Le problème avec le fait de vouloir se débarrasser des flics sans vouloir se débarrasser de la logique sécuritaire est qu'on se retrouve très vite à vouloir auto-organiser la police. N'en déplaise aux aires à prétention subversive, toute perspective réellement anti-autoritaire, c'est-à-dire fondée sur des rapports de camaraderie et non de partisans, est empêchée par de tels fonctionnements. Par exemple, il est difficile d'établir des dynamiques de lutte de long terme à partir d'une occupation lorsque les premiers réflexes de militants présents sont de mettre en place un S.O. pour veiller au bon déroulement des relations humaines ou des patrouilles de nuit. C'est aussi, dans le fond, une logique sécuritaire qui prévaut dans l'instauration d'équipes spécialisées dans la prévention et la gestion des violences sexuelles dans les espaces militants, justifiée toujours par un climat de suspicion généralisée expliquant qu'il y aura *forcément* des agressions dans l'espace militant en question. Partir du principe, avant même de connaître les gens avec qui on lutte, qu'il y a *forcément* parmi nous des futurs agresseurs, c'est créer un climat de défiance dans des espaces collectifs où l'on est censé pouvoir compter les uns sur les autres. Ces réflexes de contrôle reconduisent alors les logiques du monde dans lequel nous vivons et annulent donc par là même d'autres possibles émancipateurs. Avec un tel degré de méfiance dans les rapports humains, comment faire un saut dans l'inconnu ? Comment lutter contre l'existant, si l'on se suppose entouré d'ennemis à l'endroit même où où l'on se rassemble pour lutter ? C'est refuser le postulat minimal de confiance et de camaraderie nécessaire à l'établissement de rapports d'émancipation. Ce postulat n'est cependant pas un acte de foi aveugle. Il a ses complexités d'application dans la pratique dont il serait fastidieux et inintéressant de lister exhaustivement les différentes déclinaisons possibles sous peine de faire un manuel de bonne conduite en milieu militant censé répondre à tout théoriquement, de manière idéale, sans lien avec l'expérience, qui elle, est essentielle pour répondre à ces problématiques. L'incertitude est ce qui arrive avec des relations humaines libres et donc non régulées par une autorité supérieure. Les anti-autoritaires sont-ils

alors condamnés à subir un dilemme entre une liberté prédatrice où les uns seraient en danger au contact des autres mais pourraient effectivement lutter, et une sécurité incapacitante qui assure un contrôle des rapports humains mais en inhibant la constitution d'une force collective vive ? Il est évidemment hors de question d'avancer l'idée que des rapports prédateurs, agressifs ou dominateurs (qui malheureusement ont existé et existent encore dans les espaces militants) seraient à tolérer ou à nier au nom de l'efficacité de la lutte. Cependant ce dilemme n'est-il pas au fond deux aspects de la même chose : croire que la responsabilité envers ses camarades se confond nécessairement avec des logiques sécuritaires. La sécurité est l'ennemie de la responsabilité : c'est parce que les personnes se reposent sur des délégations spécialisées chargées du maintien de l'ordre qu'elles peuvent n'en avoir rien à faire de ce qui arrive autour d'elles, et c'est parce qu'elles sont indifférentes à ce qui se produit autour d'elles qu'il peut y avoir nécessité du recours à du maintien de l'ordre. C'est l'isolement et l'impuissance de chacun qui impliquent le joug sécuritaire sur tout et réciproquement. L'ordre est un mode d'organisation impersonnel qui a pour caractéristique de pouvoir se reconduire automatiquement par inertie : des gens qui vivent dans un ordre peuvent tout à fait mener leur vie sans avoir à prendre part à aucun moment dans son maintien. L'ordre est donc le jumeau de l'irresponsabilité. C'est précisément le climat de suspicion généralisée, évoqué plus haut, qui justifie idéologiquement l'appel à la spécialisation par une instance du maintien de l'ordre, et donc l'installation de l'impuissance et de la neutralisation de la capacité d'agir de chacun. En somme, faire des S.O. etc., c'est croire un peu, au fond, qu'il y pourrait y avoir des bons flics, qui s'occupent uniquement des « bonnes » répressions. Que les gens qui veillent au grain sont des gens biens, alors que leur tamis coupe tout le monde de la participation active à la vie qui se tisse dans l'imprévu d'un mouvement. Le soin des relations implique tout le monde sur un mode de confiance en soi et dans les autres ; dans leur capacité à intervenir en cas de problème, à oser s'emparer de la vie collective sans la retirer des mains de tout ou partie du groupe en instaurant un nouvel ordre, une nouvelle police, de nouveaux juges. Prendre soin des relations entre camarades devrait être une affaire qui concerne tout le monde et pas seulement une équipe spécialisée, mais pas

sous le mode de la méfiance de tous contre tous.

Il n'est pas surprenant que cette méfiance généralisée rende le milieu anti-autoritaire impuissant, puisque c'est du maoïsme que nous vient la riche idée d'« abolir » la police pour la remplacer par des milices populaires partant à la chasse à l'ennemi intérieur. D'abord les propriétaires terriens durant la réforme agraire de 1950, puis les « droitiers » durant le Grand Bond en avant, et enfin les intellectuels durant la révolution culturelle des années 70 : Mao fait feu de tout bois pour maintenir le pouvoir en place et diviser son peuple. Même la garde rouge utilisée pour chasser les « ennemis de la révolution » sera ensuite congédiée dans les *laogai* car trop menaçante pour le pouvoir. Finalement, l'ennemi intérieur sert le pouvoir plus qu'il ne le menace. Ou devrait-on dire que sa menace est une bénédiction pour ceux qui veulent maintenir leur emprise ? À l'époque, il fallait bien penser à faire son autocritique si l'on ne voulait pas être suspecté de ne pas avoir assez déconstruit ses appétits bourgeois. Aujourd'hui, ce sont les autoritaires du milieu qui jouissent de ces appétits de sécurité et de cette méfiance diffuse pour enjoindre tout le monde à bien respecter leurs règles pacificatrices (« On a décidé que toute dégradation était interdite dans l'occup' ! ») ou pour recréer un SO ou une équipe de petits miliciens interne aux occupations ou autres espaces de lutte dès qu'ils en ont l'occasion. Les autoritaires instrumentalisent d'ailleurs la plupart du temps les peurs les plus vives et tétanisantes (comme les VSS) pour justifier l'instauration de services d'ordre. Dans la pratique, le SO va surtout s'occuper d'empêcher tout débordement (casse, dégradations, vol...). Faudrait-il rappeler que la police qui doit s'occuper des affaires de viol est la même que celle qui s'occupe des voleurs, des militants, des marginaux etc (et c'est la même qui tabasse et qui viole dans ses comicos...)

Ne laissons pas la crainte envahir nos relations avec tous ceux que nous ne connaissons pas encore et que nous ne connaîtrons jamais vraiment. Prendre soin des autres, et avoir confiance dans la capacité d'action de chacun, est le meilleur moyen de ne pas sombrer dans la peur qui nourrit le désir de sécurité. Il est encore possible de faire exister des rapports de camaraderie où s'expérimente la solidarité, sans s'en remettre au maintien de l'ordre ou à la spécialisation. Que la révolution déborde nos relations sociales.

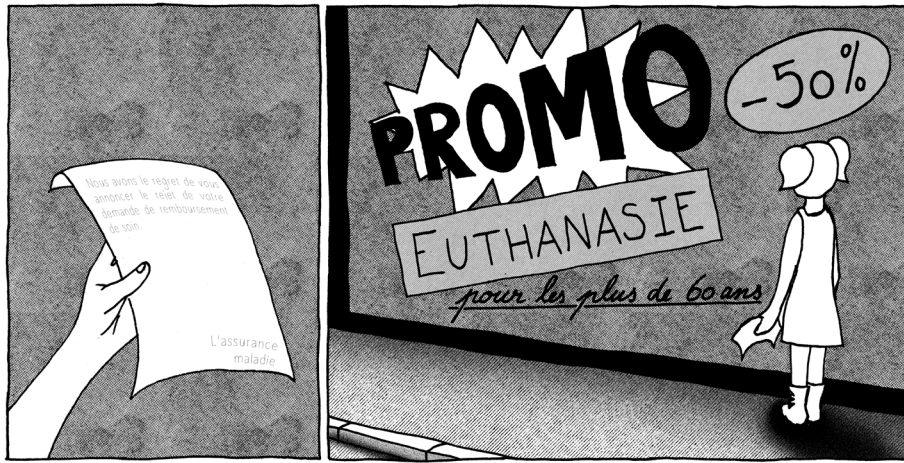
On n'arrête pas le progrès

Réflexions à partir de la critique de l'euthanasie d'Élisa Rojas

Dans un contexte politique où les défenseurs de la légalisation de « l'aide à mourir » rendent le terrain de l'opposition minée en l'associant de manière campiste à un point de vue nécessairement réactionnaire

et religieux, le livre *Pour mourir, tapez 1* de Elisa Rojas, paru le mois dernier aux éditions du Détour, est salutaire. Dans sa critique totale de la moindre légalisation de l'euthanasie ou du suicide assisté, nul

argument religieux et nulle sacralisation conservatrice de la vie humaine, mais uniquement une suite d'arguments qui pointent judicieusement les dérives eugénistes et validistes inévitables à cette nouvelle



législation. Comme elle le rappelle très bien, il suffit de regarder ce qui se passe au Canada, en Australie, aux Pays-Bas, et dans bien d'autres pays ayant légalisé durant ces dernières décennies une forme de suicide, pour voir qu'en très peu de temps, les morts sollicitées par des personnes handicapées et précaires, bien éloignées de la situation initialement prévue par la loi (celle du souvent fantasmé et romantisé malade en fin de vie au pronostic vital engagé à court terme, et aux souffrances physiques insoutenables et réfractaires à tout traitement) ne font qu'augmenter drastiquement d'année en année. Aujourd'hui, l'euthanasie représente tout de même 5 % des décès au Canada, et l'on peut véritablement parler de fuite en avant du dispositif. Les critères d'accès à la mort programmée s'élargissent inévitablement par souci d'inclusion et pressions lobbyistes, jusqu'aux mineurs dans certains pays, et l'on en arrive à des contextes politiques où il est bien plus facile, rapide et économique de se faire tuer que de se faire soigner. C'est ce qui se passera également en France dès que le projet de loi rédigé par les députés aboutira à sa promulgation, probablement après le vote final du 15 juillet : après confirmation de sa volonté en quarante-huit heures, on pourra mourir au bout de deux semaines, alors que les délais d'attente pour moult prises en charge ou institutions de soin peuvent prendre plusieurs années. Tout ceci en sachant qu'une grosse dépression peut prendre plusieurs années à être traversée... Bref, là où euthanasie et capitalisme s'allient, une forme de darwinisme social règne nécessairement : les plus fragiles ont des raisons-pressions socialement valables de demander la mort.

Tout comme Elisa Rojas, nous partageons le souci d'agiter une critique totale de l'euthanasie en rupture avec les argumentations réactionnaires et religieuses qui ne sont nullement notre point de départ. C'est depuis l'athéisme et la critique de l'État et du capitalisme que l'on entend refuser les dispositions légales autour de la mort programmée. Les religieux de toutes églises, prétendant défendre « la Vie » comme une valeur en soi (en profitant souvent pour joindre la critique

de l'euthanasie à celle de l'avortement, ce qui est bien sûr fallacieux), n'ont en réalité que peu d'estime pour la vie réelle et matérielle, qu'ils sacrifient déjà par soumission à leurs dieux au nom d'une vie éternelle et paradisiaque. Les curés et les législateurs ont un même point commun haïssable, celui de juger la vie, soit depuis un arrière-monde divin, soit depuis un arrière-monde de chiffres et de productivité (que masque très mal le recours discursif au libre choix individuel). Il ne s'agit toujours que d'accoler des valeurs fantoches à la vie qui nous l'aliènent : que ce soit pour un Paradis ou pour une Société.

Mais là où notre critique diverge de celle d'Elisa Rojas, c'est dans le rapport à la gauche. L'auteur du livre s'adresse à la gauche défenseuse de l'euthanasie pour la convaincre de sortir de ce qu'elle appelle une « illusion libérale ». Elle enjoint la gauche à revenir à ses valeurs, à son essence, à un réel progressisme qui impliquerait de rejeter le projet de loi. Nous pensons qu'elle se méprend sur cette essence de la gauche qui, dans toute son histoire politique depuis le XIX^e siècle, est largement compatible avec les fantasmes darwinistes et eugénistes. C'est même au nom de la diffusion du Progrès que les politiques coloniales étaient menées, comme mission civilisatrice, avec la gauche en tête. L'eugénisme n'est pas étranger non plus aux discours hygiénistes qui ont toujours ciblé les marginaux et les pauvres, eux aussi portés par la gauche institutionnelle. Le progrès, dès lors qu'il est considéré du point de vue de l'État, donc d'un point de vue gestionnaire, ne raisonne qu'en termes de statistiques et de négociation de la paix sociale. Cette manière de considérer le mouvement de la vie comme des catégories à maîtriser, que le pouvoir doit encadrer, mène à considérer un utilitarisme étatique qui ne se préoccupe pas des individus qu'il broie au passage, tant que le progrès est là, que les indices de développement économique sont au rendez-vous. L'intolérable marge d'erreur, sur laquelle repose fondamentalement, et à juste titre, la critique d'Elisa Rojas, fait partie de ce que la gauche sait parfois défendre, avec toute la froide rationalité que doit afficher une bonne

gestion du gouvernement : « certes, il y aura inévitablement quelques erreurs de parcours dans l'euthanasie, singulières et isolées, mais bon, au nom de la majorité qui en aura légitimement besoin, laissons cette marge dans sa mort... ». On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, dira toujours le pouvoir, qu'il soit de droite comme de gauche, qu'il soit au pouvoir ou aspirant. La gauche au pouvoir cherchera à faire des économies dans le budget de la sécurité sociale, car les logiques capitalistes et étatiques de long cours dépassent les aménagements des différents partis politiques. Les arguments en faveur de l'euthanasie qui s'enracinent dans la promotion d'une « compassion », d'une « charité », dont Elisa Rojas rappelle combien les nazis l'ont utilisé, font également largement partie du logiciel de la gauche humanitaire. L'histoire du XIX^e et du XX^e siècle témoigne de cette intégration de logiques eugénistes dans les programmes politiques de la gauche : au moment du Front Populaire, l'eugénisme positif (associé à l'époque à la proposition d'un examen pré-nuptial obligatoire, à la vérification de non-maladie infectieuse pour être inscrit sur l'état civil pour pouvoir se marier, à la promotion de naissances « saines ») a reçu un fort soutien de la Gauche, et « à la fin de la décennie [années 30], un des points du programme officiel du Parti communiste français était la protection de la mère et de la famille et reprenait les termes de l'eugénisme nataliste d'avant 1930 »¹.

Enfin et surtout, là où nous pensons que la gauche est vouée à traîner avec elle la logique de l'eugénisme, c'est au sein de sa consubstantielle valeur travail. L'intégration à tout prix des handicapés et des improductifs dans le mouvement de la société (à travers les ESAT, les dispositifs médico-sociaux où tout est fait pour faire rentrer le marginal dans la norme et le soumettre à de multiples contrôles) charrie l'idée selon laquelle une vie qui ne produit rien, qui n'est pas valorisée par le capitalisme, ne vaut peut-être pas la peine d'être vécue. La gauche maudit depuis toujours le « parasitisme » et l'oisiveté qu'elle associe en premier lieu à la bourgeoisie, et qui sont très vite fantasmatiquement associés aux vies qui coûtent à la sécurité sociale, surtout structurellement. Quand le populisme pointe à gauche pour des soucis électoraux, ce raisonnement dangereux peut être caressé dans le sens du poil.

Alors pour toutes ces raisons, c'est au contraire en rupture avec la gauche, avec son histoire et avec son logiciel, que nous pensons qu'une critique émancipatrice et révolutionnaire de l'euthanasie peut se déployer.

Il est temps d'agiter de l'air contre les défenseurs progressistes de l'euthanasie, et contre les pro-life réactionnaires ! Contre le progrès et contre la réaction, vive la révolution !

1 Schneider William H. L'eugénisme en France : le tournant des années trente.. In: Sciences sociales et santé. Volume 4, n°3-4, 1986. Handicap et politique sociale. pp. 81-114 (<https://doi.org/10.3406/sosan.1986.1041>)

Volontés d'impuissance

La véritable arme de l'homme, c'est la main.

[...]

En soi, la férocité avec laquelle l'arme est souvent utilisée (il suffit de penser aux massacres massifs ou aux exécutions, ou même à la banale obéissance aux ordres en ce qui concerne les militaires) est exactement en opposition avec la compréhension et la décision de ce que tu es en train de faire. Pas savoir quoi faire et faire sans savoir s'équivalent et sur la longue durée l'efficacité bestiale du militaire ou de l'assassin professionnel finit par arriver à terme.

A. Bonanno, *À main armée*

La répression est entre autres choses une temporalité pleine de vérité qui mérite notre attention car cela en dit long sur les perspectives de chacun. En témoigne la récente actualité autour de la mort du faf Quentin, et le festival de dissociation qui s'en est suivi. C'est à ce moment que les faux-amis de la révolution, partis et syndicats notamment, s'empressent d'afficher leur opposition à « la » violence, ou de rappeler qu'elle ne fait pas du tout partie de leurs méthodes. Il nous faut prendre au sérieux ce que signifie cette anti-violence et ce à quoi elle sert.

Ce concert de rejet de « la » violence est en premier lieu l'effet d'une idéologie, celle de la démocratie. C'est le produit d'une idéologie car la position anti-violence ne tient pas, et pourtant c'est celle que tous nos faux amis mais vrais ennemis de gauche n'hésitent pas à arborer lorsqu'il s'agit de prendre ses responsabilités face à la répression. Cette position ne tient pas car la violence existe, celle de l'État et du Capital, et que pour y faire face il est nécessaire d'en faire usage, ce qui renvoie cette position à une contradiction dans les termes. Être conséquemment contre toute violence nécessite d'être violent contre l'ordre et sa violence, ce qui empêche finalement d'être contre toute forme de violence. Si ces simagrées perdurent, ce n'est que le fait de la force de l'idéologie qui l'entoure, plus

précisément son mythe d'une violence légitime, tellement légitime qu'elle n'est même plus pensée comme telle. Celles et ceux qui s'empressent de montrer patte blanche révelent en réalité leur choix de se soumettre aux règles du jeu de ce monde, et leur abandon de tout désir de le transformer.

La démocratie a besoin de se représenter comme l'anti-violence lorsqu'elle organise notre impuissance. D'où la petite musique qui monte depuis quelque temps et qui chante que les antifascistes seraient les nouveaux fascistes. Ce qui passe pourtant pour une impossible confusion s'explique pourtant parfaitement du point de vue de la démocratie post-Seconde Guerre Mondiale : le fascisme est l'incarnation du Mal contre lequel elle s'est battue et il représente donc la violence illégitime. Tout usage de la violence hors des clous, fût-il antifasciste, est donc perçu comme un de ses avatars. Et ainsi les antifas sont frappés du sceau de l'infâme. Et si, en se dissociant de « la » violence, la gauche et l'extrême gauche participent à cette mascarade, c'est qu'elles en retirent aussi un bénéfice. Notre impuissance est la règle du jeu auquel ils se prêtent, et c'est bien ce qui les arrange. Rien de tel pour ensuite nous exhorter d'aller mettre un bulletin dans l'urne, d'adhérer à leurs partis et à leurs syndicats, ou de participer à leurs ridicules cortèges en rang d'oignons. Finalement, ceux qui sont contre « la » violence sont contre notre violence car ils vivent de notre impuissance. Le poids de cette domestication est tel qu'il pèse jusque dans nos rêves : en sommes-nous vraiment réduits à réclamer des dissolutions ? A s'organiser pour que la préfecture annule des manifs plutôt que lutter par nous-mêmes ? La seule victoire de l'annulation du C9M par l'État, c'est celle du maintien de l'ordre, pas la nôtre. La gauche nous demande de céder la lutte contre le fascisme à l'État au nom du front antifasciste, c'est-à-dire lui abandonner une partie de nous-même. On veut nous faire croire que mettre un bulletin dans l'urne serait une action plus conséquemment antifasciste que tabasser un faf.

Il est plus que d'actualité de penser la violence hors de la dichotomie fascisme/antifascisme : la nôtre, ainsi que celle de la démocratie, car c'est celle-là qui s'abat sur nous. C'est cette paix sociale forcée à coup de maintien de l'ordre qui n'a que pour but de nous réduire à l'impuissance, et qui n'y parvient que trop bien. C'est pour mieux séparer l'individu de sa puissance d'agir que l'État veut par tous les moyens frapper d'un anathème toute violence qui n'émane pas de lui-même, et c'est pour faire peser cette chape de plomb sur nos désirs qu'il a besoin que sa propagande contre « la » violence soit relayée par le plus grand nombre. Il s'agit de faire de nous des êtres des plus dociles, seulement bons à l'obéissance et à la revendication soumise.

Pour la révolution et contre leurs dissociations, devons-nous pour autant rechercher la violence pour la violence ? Nous ne sommes pas sortis de l'impuissance stérile dans laquelle la démocratie veut nous enfermer, à fantasmer la violence seulement parce qu'elle nous est interdite. Nous ne quittons pas le point de vue idéologique car cela revient encore à penser la violence de manière abstraite. Que cela passe par le fétichisme de la transgression ou la condamnation morale, la violence est toujours perçue hors de nous-même et de nos projections. Il y a dans cette maxime matérialiste disant que les moyens déterminent la fin bien plus qu'un avertissement quant aux aveuglements idéologiques qui voudraient faire feu de tout bois au nom de la cause. Cela dit aussi que la question de l'usage d'un instrument, d'un outil, d'un moyen, n'a aucun sens sans lien avec le projet dans lequel il est censé s'insérer. Il ne s'agit donc jamais vraiment d'être pour ou contre la violence, de la même manière que le choix d'user d'un marteau pour enfoncer un clou ne nécessite jamais de se positionner pour ou contre le marteau. Il est évident que la violence est nécessaire à la révolution car la révolution à laquelle nous aspirons est un projet destructeur, et dire cela n'est en réalité ne pas dire grand-chose sur l'usage que nous voulons en faire.

Que faire de toute cette violence sinon la révolution ?

Cachez cette misère que je ne saurais voir !

Ce que veut vraiment dire l'« externalisation de la gestion migratoire »

« — Eh ! Moré Adriani ! Grecs, Turcs ou Tartares, nous ne sommes que de pauvres hommes. La nation c'est un mot dont se parent deux sortes de gens : les très malins et les imbéciles. Malheureusement, il y a aussi un petit nombre de sincères et de naïfs qui sont de bonne foi, c'est grâce à eux que les frontières se maintiennent. Autrement, c'en serait vite fait du mot nation. »

Panaït Istrati, *Kir Nicolas*

Pour améliorer le taux d'expulsion des étrangers indésirables et optimiser le tri migratoire, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne se sont mis d'accord le 1er juin 2026 sur un nouveau plan (règlement dit « Retour »), une réforme de sa directive de 2008. Cette réforme témoigne d'un fort durcissement de la politique migratoire européenne. Elle étendra significativement les pouvoirs de contrôle policier (notamment en permettant plus de

fouilles et de perquisitions possiblement dans des domiciles privés ou des lieux d'hébergement associatifs) et augmentera le nombre d'exigences imposées aux personnes sans-papiers qui auront maintenant une « obligation de coopérer ». Elle généralisera davantage le recours à l'enfermement, avec un élargissement des motifs de rétention et allongera la durée de rétention maximale à 24 mois (contre 18 mois auparavant), qui pourra aussi concerner les

mineurs isolés et les familles avec enfants ! S'ajoute à cela un affaiblissement des droits procéduraux par une réduction des délais de recours et la suppression de leur effet suspensif (en d'autres termes, une personne pourra être expulsée avant que sa contestation ne soit examinée par un juge), l'extension de la durée d'interdiction de l'UE jusqu'à 20 années, des possibilités d'obligation de résidence, ou la confiscation des documents d'identités, par exemple si une personne ne coopère pas. La dernière disposition, la mesure-phare de ce règlement, concerne l'externalisation de la gestion de l'immigration, qui désigne en fait le déplacement de la gestion migratoire de l'UE en dehors de ses frontières, en s'appuyant sur des accords ou des arrangements avec des pays tiers hors-Schengen, jugés « sûrs » par l'UE, pour construire des centres qui retiendraient des étrangers visés par une décision de retour (et non, pour l'instant, pour les migrants dont la demande est toujours en examen). Cette mesure, vivement plébiscitée aujourd'hui par plusieurs pays européens comme le Danemark, l'Autriche, la Grèce, les Pays-Bas ou l'Allemagne (qui se réunissent fréquemment à Bruxelles pour plancher sur son application), n'est pas nouvelle. Depuis 2016 et la Déclaration UE/Turquie, des sans-papiers sont renvoyés vers la Turquie depuis la Grèce, et en Italie, depuis 2023, des sans-papiers sont retenus ou expulsés via des CPR (les centres de rétention italiens) construits en Albanie. Même s'ils n'ont jamais été effectifs, des accords avaient aussi été trouvés ces dernières années par des pays membres avec des états hors-UE comme celui conclu entre le Royaume-Uni et le Rwanda : en échange d'aide financière, le Rwanda devait devenir un sous-traitant de la gestion migratoire pour le Royaume-Uni, ce dernier lui envoyant des sans-papiers et lui déléguant la responsabilité totale de l'examen des demandes d'asile pour être accueilli... au Rwanda, et non plus au Royaume-Uni. Les demandeurs d'asile n'avaient donc aucune possibilité de revenir au Royaume-Uni, pays qu'ils souhaitaient atteindre à l'origine. L'Ouganda, les pays des Balkans, les pays du Maghreb ou l'Ouzbékistan sont envisagés aujourd'hui en tant que possibles « pays tiers ». On peut donc s'attendre à la construction prochaine de centres de rétention dans des pays avec lesquels les retenus n'ont aucun lien et dans lesquels ils n'ont jamais eu aucun désir de s'installer.

L'argumentaire de défenseurs de cette externalisation s'appuie souvent sur le prétexte fallacieux de « sauver des vies », l'examen de la demande d'asile ou de titres effectué dans des pays tiers évitant en théorie aux migrants de dangereuses traversées. Les dirigeants européens ont apparemment le cœur sur la main ! C'est surtout tout l'inverse. L'UE a récemment félicité les « bons chiffres » de Frontex en 2025, avec une diminution des passages irréguliers (qui auraient diminué de 26% par rapport à 2024), notamment avec une nette baisse sur

la « route Atlantique » allant de l'Afrique occidentale jusqu'aux Canaries. Cette diminution n'a en rien coïncidé avec une diminution de la mortalité migratoire. Dans la période allant du 1er janvier au 18 février 2026, au moins 550 migrants sont morts en cherchant à rejoindre les côtes européennes selon l'Organisation Internationale des Migrations, un chiffre jamais atteint aussi tôt dans l'année. Ce chiffre est une estimation minimale et pourrait être en réalité beaucoup plus lourd. Il s'explique en partie par une augmentation des distances à parcourir et donc des risques pris par les migrants. En raison de cette externalisation, avec notamment le financement des pays de départ comme la Mauritanie qui a bénéficié de 210 millions d'euros pour freiner les départs depuis ses côtes, les migrants africains utilisent des points d'embarquements de plus en plus lointain, par exemple en Gambie ou en Guinée (passant de 800 km à parcourir en bateau pour rejoindre les Canaries depuis la Mauritanie à 2400 km depuis la Guinée). De plus, car le fait de s'être déchargé de l'organisation des secours aux naufragés ne suffisait apparemment pas, les lois de plusieurs pays européens vont vers une limitation des possibilités d'action de secours par les organisations de rescousse, comme en Italie ou en Grèce où un arsenal juridique entrave leurs actions, faisant craindre que ces organisations ne repêchent bientôt plus que des corps sans vie. Et les méthodes de dissuasion traditionnelle type pushbacks sont encore utilisées quotidiennement en mer. Les migrants, pour des raisons diverses, bien souvent vitales, continueront de vouloir mettre pied à terre en Europe, et le seul effet qu'auront les projets de dissuasion de l'UE est d'augmenter les risques de mourir pour ceux-ci.

Loin des discours humanitaires d'apparat, l'objectif pour l'UE est de s'améliorer sur les difficultés qu'ont les États européens à renvoyer des personnes dans leur pays d'origine, représentant pour les obsédés des barbelés tout le prétendu « laxisme » de l'UE à propos de l'immigration. Expulser plus efficacement et plus rapidement. Elle permet surtout de réduire la visibilité des problématiques posées par la gestion des migrants sur le sol de l'UE. De repousser un peu plus loin l'image de cette misère organisée, que les États ont toujours tenté de cacher. Il n'y a qu'à voir la localisation des CRA en France, souvent placés dans des endroits en périphérie des métropoles peu accessibles (comme le CRA de Vincennes, caché au milieu du bois du même nom) pour s'en convaincre. Ou à regarder l'abjecte barge de Bibby Stockholm utilisée de 2023 à 2024 au Royaume-Uni dans le port de Portland, où étaient parqués des centaines de migrants, comme un symbole de la volonté de l'État d'écarter au maximum la possibilité que les sans-papiers posent pied à terre par eux-mêmes sur le sol sacré de la nation avant d'être triés, comme à Ellis Island dans la baie de New-York à une autre époque. Cette fameuse externalisation est

une étape décisive de cette même volonté : « Cachez cette misère que je ne saurais voir ». Une misère qui, malgré tous les efforts des États, n'est en réalité que trop visible pour chaque personne habitant dans une métropole européenne, la voyant chaque matin matérialisée par les tentes sous les ponts, par les longues queues devant les centres d'hébergement d'urgence ou les préfectures.

L'objectif (et l'obsession) de l'État vis-à-vis de l'immigration a toujours été la même : filtrer et contrôler. Les rengaines xénophobes répétées par les partis d'extrême-droite sur le fait d'expulser tous les étrangers sont de fait davantage un fantasme qu'une possibilité réelle. Depuis des décennies, petit à petit, l'Europe se rêve forteresse et pourtant les migrants continuent d'affluer. Rien de plus logique : le système concurrentiel qu'est le capitalisme n'a de cesse de créer des exclus, dont une partie se concentre en nombre dans les anciens pays colonisés par les anciens empires occidentaux, qui voient dans l'émigration en Europe une possible sortie de la misère, coûte que coûte. Les États européens eux, malgré les discours anti-immigration, y voient surtout des occasions de pallier à leur manque de main d'œuvre. Même les pays qui se veulent les plus offensifs contre l'immigration dans les discours, comme l'Italie de Meloni, ne peuvent se passer de régularisations pour bosser là où presque personne ne veut plus mettre les pieds, en toute hypocrisie¹. Ceci ne veut surtout pas dire que les migrants acceptés profitent d'une réelle stabilité : la tendance est de faire correspondre la durée du titre de séjour avec la durée du contrat de travail octroyée à l'arrivant. Pour le patronat national et l'État, l'immigré ne représente qu'une force de travail corvéable et jetable, à un point plus élevé que le prolétaire national. Il est l'outil essentiel dans la formidable flexibilisation du marché du travail censé régler le sempiternel problème de l'emploi et du chômage, alors que tout le monde a bien compris, même dans les pays les mieux lotis de ce monde de merde, que le plein-emploi n'est qu'une chimère (et dans tous les cas, pour les antitravailleurs que nous sommes, une perspective bien funeste si jamais elle était réalisable). Pourtant, les régularisations, aussi massives qu'elles soient, en plus d'être temporaires, laissent volontairement plein d'étrangers dans la clandestinité qui, elle aussi, est nécessaire à l'économie nationale. Des secteurs entiers de l'économie reposent sur la surexploitation des sans-papiers (BTP, restauration,...), contraints, par cette clandestinité organisée, d'accepter des conditions de rémunération et de travail diminuées par rapport au niveau légal. *Business is business*. L'externalisation de la gestion migratoire concrétise encore davantage l'idée de l'humain comme une marchandise, les États se refilant maintenant des migrants comme bon leur semble en fonction des besoins de leur économie. La gestion migratoire est d'ailleurs elle-même marchandise :

1 Entre 2023 et 2025, l'Italie a attribué 450 000 permis de séjours temporaires pour combler la pénurie de main-d'œuvre.

les accords passés récemment instaurent un paiement réalisé par les États européens aux pays-tiers en échange de leur action de sous-traitance.

La dynamique de raidissement dans la gestion des migrations n'est pas qu'euro-péenne, elle est mondiale, et s'accompagne évidemment d'un regain du nationalisme. On connaît déjà bien ICE, la milice anti-immigration de Trump aux États-Unis, qui a d'ailleurs récemment expulsé 15 colombiens, envoyés en RDC. Le Japon a récemment durci ses conditions d'acceptation de travailleurs étrangers, notamment népalais, vietnamiens, indonésiens, venus travailler dans la construction, l'industrie ou la restauration. Le Chili a commencé la construction d'un mur anti-migrants sur sa frontière avec le Pérou. En Argentine, Milei a lancé des descentes de police pour chasser les migrants illégaux péruviens ou boliviens. La dynamique n'est pas que l'effet des États mais est maintenant aussi, et de plus en plus, le fait de mouvements populistes qui sortent dans la rue et ne se satisfont plus tellement d'être limités au discours. En Angleterre, en France, en Pologne et ailleurs, des groupes de fafs se sont déjà organisés pour organiser de ridicules opérations de refoulement de migrants et vantent la « Remigration », désirant se substituer aux États qui, selon eux, font preuve d'inaction en la matière. Début juin, en Irlande du Nord, des émeutes racistes et anti-immigrés ont éclaté à Belfast après que l'extrême-droite aient appelé à manifester en réaction à un fait divers et l'arrestation d'un réfugié soudanais. En Afrique du Sud, ont lieu depuis plusieurs mois des manifestations anti-immigration avec des violences, ayant fait au moins 3 morts, visant les étrangers venant du Ghana, du Mozambique ou du Nigéria, accusés de la dégradation des services publics ou de l'augmentation de la criminalité, les obligeant à se réfugier dans des lieux

religieux par peur pour leur vie ou même à être rapatriés dans leur pays d'origine, alors que l'État rejette la faute sur des problèmes de gouvernance dans les pays d'origines (ce que fait aussi l'UE). Les groupes anti-immigration sud-africains ont lancé un ultimatum : le départ de tous les sans-papiers du pays au 30 juin ou ils lanceront une grève à grande échelle. Quand les mouvements sociaux se mettent à vouloir forcer la main de l'État pour expulser plus d'étrangers, c'est que la décomposition est bien avancée...

La lutte pour la révolution se mène sur plusieurs terrains, ou plus précisément sur tous les terrains. Mais il en est qui sont particulièrement importants. Celui des frontières l'est. Parce qu'il révèle particulièrement à quel point la société dans laquelle nous vivons est inhumaine et hypocrite. Alors que la circulation des marchandises et des capitaux sur la planète s'accélère toujours plus, l'État impose un système qui contrôle toujours davantage les allées et venues des individus. Alors que des secteurs entiers de l'économie tiennent grâce à la surexploitation des sans-papiers, l'État organise leur clandestinité et leur harcèlement. Alors que les ravages de la guerre, de la répression politique, du changement climatique, de l'économie se multiplient et poussent toujours plus de personnes à les fuir, l'État dresse une liste de critères de plus en plus absurdes qui limitent les possibilités d'asile et décident de qui a mérité ou non le droit de vivre sans craindre pour sa vie. Alors que la colère gronde face à la misère et « l'austérité », causés par le système capitaliste et sa folle course au profit, la Nation et ses adorateurs tentent de la rediriger sur les étrangers, par le sempiternel mécanisme du bouc-émissaire.

L'apathie qui règne face à ce raidissement mondial de la gestion des frontières est déchirante et insupportable. Il est pourtant possible de sortir de ce marasme, en

s'organisant, en intervenant. Face aux tentatives des États de noyer le poisson de la gestion migratoire, de pousser le plus loin du « débat public » les effets insupportables et matériels de celle-ci en la sous-traitant, en la cachant dans les périphéries ou dans d'autres pays lointains, il n'appartient qu'à nous de faire encore davantage éclater cette vérité révoltante, non pas en dénonçant ou en usant du misérabilisme chère à la gauche, mais en luttant. En allant porter la solidarité devant les lieux d'enfermement, en s'organisant avec les collectifs de sans-papiers, en amenant la conflictualité devant chez ceux qui participent au tri et à la gestion migratoire (institutions d'État, entreprises sous-traitantes dans la gestion et la construction des CRA ou associations partenaires de l'examen des dossiers...) !

Pendant le mois de mai à Paris, et en réaction aux évactions de retenus ayant eu lieu par plusieurs fois au CRA de Vincennes, des parloirs sauvages ont été organisés en solidarité avec les détenus. Frustrés d'avoir laissé le premier parloir se dérouler sans encombre 2 semaines auparavant, les flics ont, le samedi 23 mai, embarqué et mis en GAV une dizaine de camarades lors d'un nouveau parloir (qui sont ressortis sans encombre, tant les motifs étaient bidons). La répression n'a toujours qu'un seul but : décourager l'initiative, surtout dans des périodes où des accrocs dans la machine à expulser se font sentir, comme lors d'évacuations. Il nous faut remettre les bouchées doubles, multiplier ces initiatives, pour ne pas laisser triompher cette société faite de barbelés, de fiches d'identité, de contrôle et de misère.

Solidarité aux retenus et aux évadés ! Pour un monde sans patrons, sans flics, sans nations, sans taules, et sans frontières !

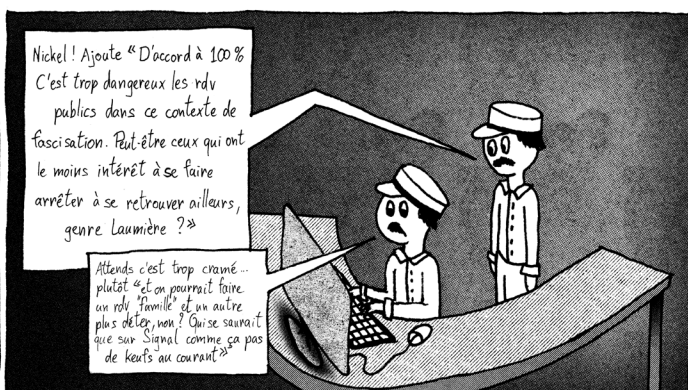
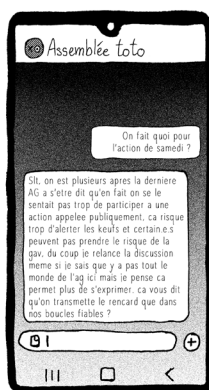
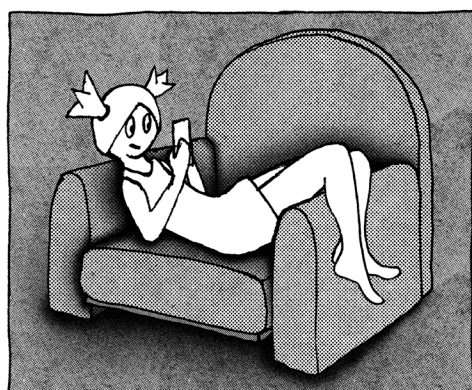
Comment se défendre face à l'auto-défense numérique ?

Pour une contribution à la critique des usages fétichistes de Signal

L'application de messagerie cryptée « Signal » est souvent présentée, à l'oral ou dans des brochures d'auto-défense

numérique, comme l'outil de communication nécessaire à des échanges sécurisés entre militants, souvent sous la forme

de boucles. Il n'échappera pourtant à personne que Signal n'est pas plus sécurisé que des listes mail, que des groupes





Whats app ou Telegram puisque, premièrement, il est illusoire de penser que le renseignement n'emploiera pas un moment donné les moyens qu'il jugera nécessaire pour décrypter des conversations et puisque, deuxièmement, il est extrêmement simple, même pour un flic, de se retrouver sur une boucle (et bien plus simple que de s'infiltrer dans un lieu public !). Des feuilles circulent dans des AG pour y inscrire son numéro afin d'être ajouté à une liste, et il suffit qu'un militant en GAV donne accès à son téléphone pour que, ça y est, une conversation soit disponible aux yeux des flics. Quand bien même la vigilance des militants ferait que rien de trop crucial ne se discuterait sur l'application, restent les informations qui intéressent fortement les renseignements : qui parle à qui, qui est avec qui dans des boucles d'échange.

Malgré ces évidences à avoir en tête, Signal continue pourtant, trop souvent, d'être présenté aux uns et aux autres, comme une sorte de havre de paix hors surveillance. Des avocats demandent même à leurs clients de les appeler via Signal ! Ce havre de paix est absolument irréel et a tout du mythe, mais ce mythe a la dent dure puisqu'il répond à des besoins irrationnels de se sentir enfin protégé de toute surveillance, de pouvoir baisser la garde, de pouvoir être moins vigilant. C'est cet effet de relâchement de la garde qui est extrêmement dangereux, pour tout le monde, et qu'il nous faut critiquer. Tant que Signal apparaîtra ainsi, comme un pays en ligne où tout peut s'exprimer, des angoisses, des décompensations et des pétages de câble mettront en danger les militants. On a tous pu assister à des épisodes de paniques ambiantes, lors de moments de répressions, où une flopée de messages ne faisaient que donner des informations dangereuses à la police : « Toi, fais gaffe, t'étais à cette action non ? », « Pas moi », « Tu risques une perquisition », « Tu sais qui il faut prévenir ? », « Pas moi pas moi pas moi »... et c'est comme ça que, terriblement, des cartographies prêtes à être utilisées par les flics ont été lâchées, balancées en pleines vagues de dissociation et de pointage du doigt. Ce simple fait devrait suffire à nous donner envie de détruire toutes les boucles Signal, pas seulement pour soi, pour sa propre protection, mais surtout pour les autres, pour les luttes à venir.

Il est urgent de remettre en cause nos liens de dépendance envers Signal ou d'autres applications cryptées, car il s'agit bien de dépendance qui risque de nous aliéner complètement. Il y a des dépendances de l'ordre pragmatique : on utilise Signal pour prendre connaissance

des différents rendez-vous militants, parfois seulement accessibles sur les boucles (mais ces utilisations sont les plus faciles à enrayer par d'autres façons de s'organiser, par des affiches, des tracts, des rendez-vous publiés en ligne) ; et il y a, plus complexe à détruire, ces dépendances irrationnelles qui font penser au rapport que les enfants entretiennent avec des doudous protecteurs. Signal est une sorte de doudou, d'amulette ou de fétiche, qui, comme ces derniers, ne protègent en rien du tout, mais joue le rôle de réassurance, quand bien même, cette fois-ci à l'inverse du doudou ou de l'amulette, il est créateur, amplificateur et diffuseur d'angoisses. N'importe qui se sent en effet autorisé à dire n'importe quoi, c'est-à-dire bien souvent des informations peu fiables, mal dites ou tronquées, que l'absence de réelle discussion ne permet pas de désobscurcir. Alors puisque Signal, comme un réseau social, est le lieu d'une multitude d'informations « en temps réel » qui passent pour nécessaires, les téléphones sont embarqués en manif, les yeux scrutent, angoissés, des flux de nouvelles informations sous la forme de bouillie généralisée (« 3 gardés à vue ! Ah non en fait zéro ! Ah non en fait 30 ! Des fafs ! Ah non des flics ! Là ! Ici ! Non ! Blablabla ! ») alors qu'il suffirait parfois d'attendre avec un peu de réflexion et de circonspection pour s'empêcher de dire des conneries à tout va qui impactent clairement la confiance que nous pouvons nous accorder les uns aux autres.

La dimension fétichiste de certains rapports à Signal sont liés au besoin de se sentir appartenir à une communauté : quand on a Signal sur son téléphone, qu'on a une adresse riseup et une jolie cagoule toute noire, que les trois servent plus à être arborés comme signes extérieurs plus que comme simples nécessités pragmatiques, c'est qu'on affiche qu'on « en est », on fait partie de ce petit monde appelé de ses vœux par la plaie appeliste qui, depuis ses premiers textes prophétiques, rêve de formes de vie qui font de la clandestinité une pure esthétique, une pure question de codes sociaux. Merde, l'autonomie et les luttes emmerdent le communautarisme ! Faut-il encore le rappeler ? Cherchons à nous organiser, à penser nos outils et nos moyens, et cherchons à les rendre partageables, appropriables, pour que les débordements grossissent publiquement de toutes parts !

Signal semble être un réel frein à la publicisation des moments d'échanges et d'organisations, puisqu'il est cet espace semi privé semi public (on ne sait pas trop qui est qui sur une boucle, il y a à coup sûr des flics, et en même temps pas tous les militants puisque pas tout le monde n'a le smartphone connecté...), alors que le fait que certaines choses soient rendues publiques peuvent justement protéger face à la répression. Il y a par exemple une corrélation indéniable entre l'usage frénétique de Signal et l'absence d'efforts

pour rendre publiques nos affaires judiciaires, jusqu'à en arriver à une situation extrêmement problématique : que les juges, les procs et les flics en sachent plus sur une condamnation que ses propres camarades...

Signal est aussi le lieu de toutes les lâchetés qui remplace la possibilité de réelles contradictions et embrouilles. C'est un condensé très agissant des espaces de couloirs où des enjeux de rumeurs et de prises de pouvoir pourrissent nos révoltes. Quoi de mieux que de se cacher derrière un pseudo sur une conv Signal plutôt que d'assumer ses positions et les désaccords devant ceux qui sont censés être des camarades avec qui on lutte ?

Enfin, en plus de nous fragiliser face à la répression et d'empêcher les désaccords de s'exprimer, les boucles Signal fragilisent constamment des dynamiques collectives d'auto-organisation, quand une boucle devient le prolongement de moments de décisions collectives et que des clampins absents des moments collectifs remettent en cause, depuis on ne sait où, ce qui avait pourtant été décidé, élaboré, arrêté, lors de ces précédents moments physiques. Ces clampins peuvent très bien être des trotskystes, des démoralisés cyniques, des autoritaires, des fafs, jouant justement à casser les dynamiques collectives vitales, ou alors être tout simplement des mitigés ou de lâches libéraux qui se gardent toujours la possibilité de se retirer, au dernier moment, de processus collectifs pour aller faire un break à la piscine ou à l'équitation.

Signal est juste devenu la possibilité « d'en être », sans réellement participer à la lutte.

